

RCS : STRASBOURG

Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 00547

Numéro SIREN : 791 481 344

Nom ou dénomination : A2MICILE REGION CENTRE

Ce dépôt a été enregistré le 05/12/2022 sous le numéro de dépôt 23423

COMPTES ANNUELS

A2MICILE REGION CENTRE

**48, rue du Faubourg de Saverne
67000 STRASBOURG**

Exercice du **01/01/2019** au **31/12/2019**

R.C.S. STRASBOURG N° 791 481 344

**Certifiés conformes,
Le Gérant
Joël CHAULET**

Joël CHAULET

Signé par Joël CHAULET

✓ Signé et certifié par vous sign 

Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	186 354	139 228	47 127	100 849
	Fonds commercial (1)	818 265		818 265	271 226
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	53 338	12 667	40 672	19 083
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	826 767		826 767	232 983
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	106 540		106 540	73 260
	Autres immobilisations financières	45 087		45 087	37 966
TOTAL (II)		2 036 352	151 894	1 884 457	735 366
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 844 970	36 795	2 808 175	2 250 821
	Autres créances	635 482		635 482	493 256
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	334 912		334 912	295 734
	Charges constatées d'avance	7 924		7 924	9 310
	TOTAL (III)	3 823 288	36 795	3 786 493	3 049 121
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		5 859 640	188 689	5 670 951	3 784 487
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an					
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	50 000	50 000
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(1 575 706)	(928 430)
	Résultat de l'exercice	(182 113)	(647 277)
Autres fonds propres	Subventions d'investissement	28 272	60 505
	Provisions réglementées	9 308	
	Total des capitaux propres	(1 670 239)	(1 465 201)
Provisions	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
DETTE (1)	Provisions pour risques	85 958	123 768
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	85 958	123 768
	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	8 725	804
	Emprunts et dettes financières divers	3 264 108	2 273 538
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 561 450	1 057 595
	Dettes fiscales et sociales	2 217 490	1 687 836
	DETTE DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 136	
	Autres dettes	116 324	106 148
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	7 255 232	5 125 920
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	5 670 951	3 784 487
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(182 112,85)	(647 276,52)
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	7 255 232	5 125 920
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	8 725	804

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2019	31/12/2018
	France	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)	13 415 310	10 409 497
	Montant net du chiffre d'affaires	13 415 310	10 409 497
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	19 154	66 270
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	215 549	246 228
	Autres produits	25 298	27 002
	Total des produits d'exploitation (1)	13 675 311	10 748 997
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 063 955	1 976 676
	Impôts, taxes et versements assimilés	443 289	320 898
	Salaires et traitements	9 902 425	7 529 643
	Charges sociales du personnel	1 325 733	1 224 522
	Cotisations personnelles de l'exploitant		
	Dotations aux amortissements :		
	- sur immobilisations	59 093	54 054
	- charges d'exploitation à répartir		
	Dotations aux dépréciations :		
	- sur immobilisations	36 795	124 131
	- sur actif circulant		
	Dotations aux provisions	3 690	132 768
	Autres charges	67 235	30 957
	Total des charges d'exploitation (2)	13 902 216	11 393 648
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(226 905)	(644 651)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2019	31/12/2018
Opéra. comm.	RESULTAT D'EXPLOITATION	(226 905)	(644 651)
	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 455	966
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	2 455	966
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	35 707	18 060
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	35 707	18 060
RESULTAT FINANCIER		(33 252)	(17 094)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(260 157)	(661 745)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		793
	Sur opérations en capital	38 998	30 046
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	38 998	30 839
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 669	307
	Sur opérations en capital	3 764	16 992
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 308	
	Total des charges exceptionnelles	24 742	17 298
RESULTAT EXCEPTIONNEL		14 256	13 541
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(63 788)	(928)
TOTAL DES PRODUITS		13 716 764	10 780 802
TOTAL DES CHARGES		13 898 877	11 428 079
RESULTAT DE L'EXERCICE		(182 113)	(647 277)
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		142	186
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		28 127	4 646

Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXE LEGALE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan Comptable Général telles que décrites dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, et des pratiques comptables généralement admises en France.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 670 951 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 13 716 764 euros** et un total **charges de 13 898 877 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -182 113 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La continuité de l'exploitation est assurée par le soutien financier apporté par la société A2micile Europe jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes clos au 31/12/2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Faits caractéristiques

La société est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de sa société-mère A2micile Europe à compter du 1er janvier 2019.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Nature de l'immobilisation	durée d'amortissement
Logiciels	de 3 à 5 ans
Installations, agencements	de 1 an 7 mois à 10 ans
Matériel de bureau & informatique	de 2 mois à 3 ans
Mobilier	de 8 mois à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Fonds de commerce

La dépréciation des immobilisations, notamment des fonds de commerce, est évalué par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation.

Aucune dépréciation du fonds de commerce n'a été constaté du fait de la valeur d'utilité pour la société, liée à cet actif.

La société a acquis, au cours de l'exercice clôturant au 31/12/2019, des fonds de commerce situés à:

- Montauban pour un montant de 95 532 €
- Angers pour un montant de 39 285 €
- Lannion pour un montant de 52447 €
- Lille Kikao pour un montant de 228 453 €
- Bordeaux Kikao pour un montant de 130 996 €

Titres de participations

La société a pris des participations, au cours de l'exercice clôturant au 31/12/2019, dans les sociétés suivantes :

- ADM 78 pour un montant de 70 894 €
- JMCAP pour un montant de 44 964 €
- MELVEA pour un montant de 413 676 €
- PROLIANE pour un montant de 64 250 €

Règles et Méthodes Comptables

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition.

La nécessité d'une éventuelle dépréciation portant sur les titres est fonction de la valeur d'utilité de ces titres pour la société A2MICILE REGION CENTRE, sur la base d'une évaluation. Dès lors que la valeur d'utilité s'avère inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est enregistrée pour le montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Des provisions ont été constatées au 31/12/2019 sur le poste client pour 36 795 €.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 85 958 € au 31/12/2019 et représentent l'estimation des passifs relatifs aux litiges prud'hommes en cours.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite ont été calculés en évaluant selon la méthode rétrospective (méthode préférentielle) ce que le Groupe devait verser à ses salariés partant en retraite en fonction :

- de la législation sociale
- de la durée d'activité restante des salariés supposés présents au moment de leur départ en retraite en fonction du taux de rotation du personnel et des tables de mortalité.
- des salaires réévalués jusqu'à la date de retraite
- du taux d'actualisation de : 0.79 %

Les engagements de retraite sont déterminés en retenant l'hypothèse selon laquelle le départ est à l'initiative du salarié (âge retenu : 67 ans)

Le montant des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière s'élève à 135 580 € au 31/12/2019.

Ce montant n'est pas enregistré dans les comptes mais est fourni au titre des engagements hors bilan.

Règles et Méthodes Comptables

Effort construction

La cotisation est versée sous forme de prêt.

Intégration fiscale

La société A2micile REGION CENTRE est la société Filiale d'un groupe ayant opté pour l'application des dispositions relative à l'intégration fiscale.

1) Périmètre d'intégration

- A2 EUROPE : Société Mère
- A2 GESTION : Société Filiale
- A2 REGION CENTRE : Société Filiale
- A2 REGION NORD : Société Filiale
- A2 REGION ILE DE FRANCE : Société Filiale
- A2 REGION SUD : Société Filiale
- A2 SERVICES : Société Filiale
- A2MICILE SAINT QUENTIN : Société Filiale
- A2MICILE BEZIERS : Société Filiale
- A&D SERVICES : Société Filiale
- AXDOM SERVICES : Société Filiale
- A2MICILE LA ROCHELLE : Société Filiale
- A2MICILE CHAMBERY AIX : Société Filiale
- A2MICILE COTE BASQUE : Société Filiale
- CAMAJU : Société Filiale
- LE PSAD : Société Filiale
- CAP SERVICES : Société Filiale
- EMAEMIL : Société Filiale
- AVS : Société Filiale
- AAD : Société Filiale

2) Modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe

Les filiales constatent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistrant dans ses charges ou dans ses produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par ses filiales.

Règles et Méthodes Comptables

3) Différence entre l'impôt comptabilisé pour le paiement duquel la société est redevable

NEANT

4) Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale

La réallocation de la société Mère au titre du déficit de l'exercice s'élève à 63 788 €.

5) Déficit reportable

Le déficit reportable de la société avant son entrée dans le dispositif de l'intégration fiscale est de 3 330 034 €.

Evénements postérieurs à la clôture

Au cours des mois de janvier et février, nous avons enregistré un niveau d'activité satisfaisant et conforme à nos prévisions et objectifs.

Puis l'exercice en cours a été impacté par la crise sans précédent liée au Covid-19. Cet impact demeure encore difficilement quantifiable à ce stade.

Cette crise sanitaire mondiale qui a conduit l'Etat Français, après la déclaration par l'OMS d'une situation de pandémie, à prendre des mesures exceptionnelles, nous a obligé rapidement à mettre en place une politique de gestion de crise, qui a consisté prioritairement, à prendre les mesures requises à l'effet de répondre aux impératifs de santé et de sécurité de nos salariés et de nos clients.

Pour répondre à cette situation, nous avons notamment pris les mesures suivantes :

- Campagnes d'information et de rappels sur les gestes barrières
- Echanges réguliers avec les représentants du personnel et le service de médecine du travail, les clients et les fournisseurs
- Report des échéances sociales et bancaires
- Activité partielle modulée
- Mise en oeuvre du télétravail quand cela est possible
- Réorganisation du siège pour poursuivre les activités indispensables
- Préparation du redémarrage progressif de l'ensemble des activités

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures			
	Professions intermédiaires			
	Employés		541	
	Ouvriers			
	TOTAL		541	

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	457 580		550 804		3 764	1 004 620
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	457 580		550 804		3 764	1 004 620
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	22 921		22 160			45 081
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	3 457		4 800			8 257
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		26 378		26 960			53 338
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	232 983		593 784			826 767
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	111 226		40 401			151 627
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	344 209		634 185			978 394
TOTAL		828 167		1 211 949		3 764	2 036 352

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	85 505	53 722		139 228
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	85 505	53 722		139 228
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	4 631	3 877		8 508
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	2 665	1 494		4 158
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 296	5 371		12 667
TOTAL	92 801	59 093		151 894

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement n des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation	9 308						9 308
TOTAL	9 308						9 308
TOTAL GENERAL NON VENTILE			9 308				9 308

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires		9 308		9 308
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES		9 308		9 308
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges	123 768	3 690	41 500	85 958
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	123 768	3 690	41 500	85 958
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	139 312	36 795	139 312	36 795
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	139 312	36 795	139 312	36 795
TOTAL GENERAL	263 080	49 793	180 812	132 061
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		40 485 9 308	180 812	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

Fonds Commercial

	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique		
Eléments acquis du fonds de commerce	818 265	
Fonds commerciaux réévalués		
Fonds commerciaux reçus en apport		
TOTAL	818 265	

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	106 540		106 540
	Autres immobilisations financières	45 087		45 087
	Clients douteux ou litigieux	65 949	65 949	
	Autres créances clients	2 779 021	2 779 021	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	10 277	10 277	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	57 744	57 744	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	480 003	480 003	
	Débiteurs divers	87 458	87 458	
	Charges constatées d'avances	7 924	7 924	
	TOTAL DES CREANCES	3 640 003	3 488 376	151 627
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice	33 280		
	(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	8 725	8 725		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 561 450	1 561 450		
	Personnel et comptes rattachés	1 399 960	1 399 960		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	660 427	660 427		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	110 640	110 640		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	46 462	46 462		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 136	87 136		
	Groupe et associés (2)	3 264 108	3 264 108		
	Autres dettes	116 324	116 324		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	7 255 232	7 255 232		
	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		59 316
Autres créances clients		59 316
FACTURES A ETABLIR	59 316	

Charges à payer

		31/12/2019
Total des Charges à payer		1 195 276
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		31 485
FACT. NON PARVENUES	31 485	
Dettes fiscales et sociales		1 163 791
PROVISIONS POUR CONGES PAYES	834 701	
CH. SOC. S/ CP	91 818	
TAXE APPRENTISSAGE	78 244	
FORMATION PRO. CONTINUE	116 440	
ETAT CHARGES A PAYER	42 589	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			7 924
Services extérieurs		7 924	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			7 924

Transferts de charges

31/12/2019	
Remboursement formation	16 397
Refacturation temps ce	17 850
Remboursement sinistre	440
Remboursement divers	49
TOTAL	34 736

Capital social

		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		500,00	100,0000	50 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		500,00	100,0000	50 000,00

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	50 000				50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	(928 430)	(647 277)			(1 575 706)
Résultat de l'exercice	(647 277)	647 277		(182 113)	(182 113)
Subventions d'investissement	60 505			(32 233)	28 272
Provisions réglementées				9 308	9 308
TOTAL	(1 465 201)			(205 038)	(1 670 239)

Date de l'assemblée générale 28/06/2019

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 (1 465 201)

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif (1 465 201)

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (205 038)

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2019

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
VLC HOLDING 48 FAUBOURG DE SAVERNE - 67000 STRASBOURG	SAS	2 000	61,84

Filiales et participations

31/12/2019		Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (Plus de 50 %)						
CAP SERVICES AUX PARTICULIERS		5 000	8 716	100,00	232 983	232 983
ADM 78		7 500	22 343	100,00	70 894	70 894
JMCAP		3 000	210	100,00	44 964	44 964
MEL VEA		8 000	166 993	100,00	413 676	413 676
PROLIANE		5 000	25 950	100,00	64 250	64 250
2. Participations (10 à 50 %)						
1. Filiales (Plus de 50 %)		Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
CAP SERVICES AUX PARTICULIERS		15 033		727 547	31 473	
ADM 78		551		1 832	9 475	
JMCAP		586		1 068	8 701	
MEL VEA		7 969		5 037	37 170	
PROLIANE				2 582	4 526	
2. Participations (10 à 50 %)						
B. Renseignements globaux		Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
		françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital						
Capitaux propres						
Quote part détenue en pourcentage						
Valeur comptable des titres détenus - Brute						
Valeur comptable des titres détenus - Nette						
Prêts et avances consentis						
Montant des cautions et avals						
Chiffre d'affaires						
Résultat du dernier exercice clos						
Dividendes encaissés						

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAL en fin d'exercice	Capital social	50 000	50 000	50 000	50 000
	Nombre d'actions ordinaires	500	500	500	500
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote				
	Nombre maximal d'actions à créer :				
	- Par conversion d'obligation				
	- Par droit de souscription				
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	6 691 498	7 894 935	8 896 821	10 409 497
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amortis et prov.	(57 467)	(75 894)	94 202	(552 826)
	Impôts sur les bénéfices		(800)	(528)	(928)
	Participation des salariés				
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortis et provisions	(80 383)	(182 083)	(33 880)	(647 277)
	Résultat distribué				(182 113)
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortis et prov.	(115)	(150)	189	(1 104)
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amortis et provisions	(161)	(364)	(68)	(1 295)
	Dividende attribué				
PERSONNEL	Effectif moyen salarié	272	280	319	382
	Montant de la masse salariale	4 824 000	5 738 014	6 215 466	7 529 643
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	716 431	849 689	880 245	1 224 522

A2MICILE REGION CENTRE

Société à responsabilité limitée
au capital de 50.000 Euros
Siège social : 48, rue du Faubourg de Saverne
67000 STRASBOURG

791 481 344 R.C.S. STRASBOURG

EXTRAIT DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 30 JUIN 2020

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

DEUXIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice social clos le 31 décembre 2019, d'un montant de 182.112,85 Euros, intégralement au compte report à nouveau.

L'associée unique constate que les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, lesquels demeurent en conséquence inférieurs à la moitié du capital social.

Afin de se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associée unique prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme
Joël CHAULET

La Gérance

A2micile Région Centre

Société à responsabilité limitée

48 rue du Faubourg de Saverne

67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A2micile Région Centre

Société à responsabilité limitée

48 rue du Faubourg de Saverne

67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société A2micile Région Centre

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A2micile Région Centre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par la gérance le 11 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les fonds de commerce, les titres de participation et les créances clients, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance arrêté le 11 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant,

les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 15 juin 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Loïc Muller

Loïc MULLER

Associé



Marc PIOTRAUT

Directeur

Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	186 354	139 228	47 127	100 849
	Fonds commercial (1)	818 265		818 265	271 226
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	53 338	12 667	40 672	19 083
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	826 767		826 767	232 983
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	106 540		106 540	73 260
	Autres immobilisations financières	45 087		45 087	37 966
TOTAL (II)		2 036 352	151 894	1 884 457	735 366
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 844 970	36 795	2 808 175	2 250 821
	Autres créances	635 482		635 482	493 256
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	334 912		334 912	295 734
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	7 924		7 924	9 310
	TOTAL (III)	3 823 288	36 795	3 786 493	3 049 121
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		5 859 640	188 689	5 670 951	3 784 487

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	50 000	50 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(1 575 706)	(928 430)
	Résultat de l'exercice	(182 113)	(647 277)
Autres fonds propres	Subventions d'investissement	28 272	60 505
	Provisions réglementées	9 308	
	Total des capitaux propres	(1 670 239)	(1 465 201)
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
	Provisions pour risques	85 958	123 768
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	85 958	123 768
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	8 725	804
	Emprunts et dettes financières divers	3 264 108	2 273 538
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 561 450	1 057 595
	Dettes fiscales et sociales	2 217 490	1 687 836
	DETTES DIVERSES		
Provisions	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 136	
	Autres dettes	116 324	106 148
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	7 255 232	5 125 920
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	5 670 951	3 784 487
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(182 112,85)	(647 276,52)
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	7 255 232	5 125 920
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	8 725	804

Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXE LEGALE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan Comptable Général telles que décrites dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, et des pratiques comptables généralement admises en France.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 670 951** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **13 716 764** euros et un total **charges** de **13 898 877** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-182 113** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La continuité de l'exploitation est assurée par le soutien financier apporté par la société A2micile Europe jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes clos au 31/12/2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Faits caractéristiques

La société est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de sa société-mère A2micile Europe à compter du 1er janvier 2019.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Nature de l'immobilisation	durée d'amortissement
Logiciels	de 3 à 5 ans
Installations, agencements	de 1 an 7 mois à 10 ans
Matériel de bureau & informatique	de 2 mois à 3 ans
Mobilier	de 8 mois à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Fonds de commerce

La dépréciation des immobilisations, notamment des fonds de commerce, est évalué par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation.

Aucune dépréciation du fonds de commerce n'a été constaté du fait de la valeur d'utilité pour la société, liée à cet actif.

La société a acquis, au cours de l'exercice clôturant au 31/12/2019, des fonds de commerce situés à:

- Montauban pour un montant de 95 532 €
- Angers pour un montant de 39 285 €
- Lannion pour un montant de 52447 €
- Lille Kikao pour un montant de 228 453 €
- Bordeaux Kikao pour un montant de 130 996 €

Titres de participations

La société a pris des participations, au cours de l'exercice clôturant au 31/12/2019, dans les sociétés suivantes :

- ADM 78 pour un montant de 70 894 €
- JMCAP pour un montant de 44 964 €
- MELVEA pour un montant de 413 676 €
- PROLIANE pour un montant de 64 250 €

Règles et Méthodes Comptables

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition.

La nécessité d'une éventuelle dépréciation portant sur les titres est fonction de la valeur d'utilité de ces titres pour la société A2MICILE REGION CENTRE, sur la base d'une évaluation. Dès lors que la valeur d'utilité s'avère inférieure au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est enregistrée pour le montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Des provisions ont été constatées au 31/12/2019 sur le poste client pour 36 795 € .

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 85 958 € au 31/12/2019 et représentent l'estimation des passifs relatifs aux litiges prud'hommaux en cours.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite ont été calculés en évaluant selon la méthode rétrospective (méthode préférentielle) ce que le Groupe devait verser à ses salariés partant en retraite en fonction :

- de la législation sociale
- de la durée d'activité restante des salariés supposés présents au moment de leur départ en retraite en fonction du taux de rotation du personnel et des tables de mortalité.
- des salaires réévalués jusqu'à la date de retraite
- du taux d'actualisation de : 0.79 %

Les engagements de retraite sont déterminés en retenant l'hypothèse selon laquelle le départ est à l'initiative du salarié (âge retenu : 67 ans)

Le montant des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière s'élève à 135 580 € au

Règles et Méthodes Comptables

31/12/2019.

Ce montant n'est pas enregistré dans les comptes mais est fourni au titre des engagements hors bilan.

Effort construction

La cotisation est versée sous forme de prêt.

Intégration fiscale

La société A2micile REGION CENTRE est la société Filiale d'un groupe ayant opté pour l'application des dispositions relative à l'intégration fiscale.

1) Périmètre d'intégration

- A2 EUROPE : Société Mère
- A2 GESTION : Société Filiale
- A2 REGION CENTRE : Société Filiale
- A2 REGION NORD : Société Filiale
- A2 REGION ILE DE FRANCE : Société Filiale
- A2 REGION SUD : Société Filiale
- A2 SERVICES : Société Filiale
- A2MICILE SAINT QUENTIN : Société Filiale
- A2MICILE BEZIERS : Société Filiale
- A&D SERVICES : Société Filiale
- AXDOM SERVICES : Société Filiale
- A2MICILE LA ROCHELLE : Société Filiale
- A2MICILE CHAMBERY AIX : Société Filiale
- A2MICILE COTE BASQUE : Société Filiale
- CAMAJU : Société Filiale
- LE PSAD : Société Filiale
- CAP SERVICES : Société Filiale
- EMAEMIL : Société Filiale
- AVS : Société Filiale
- AAD : Société Filiale

Règles et Méthodes Comptables

2) Modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe

Les filiales constatent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistrant dans ses charges ou dans ses produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôts comptabilisées par ses filiales.

3) Différence entre l'impôt comptabilisé pour le paiement duquel la société est redevable

NEANT

4) Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale

La réallocation de la société Mère au titre du déficit de l'exercice s'élève à 63 788 €.

5) Déficit reportable

Le déficit reportable de la société avant son entrée dans le dispositif de l'intégration fiscale est de 3 330 034 €.

Evénements postérieurs à la clôture

Au cours des mois de janvier et février, nous avons enregistré un niveau d'activité satisfaisant et conforme à nos prévisions et objectifs.

Puis l'exercice en cours a été impacté par la crise sans précédent liée au Covid-19. Cet impact demeure encore difficilement quantifiable à ce stade.

Cette crise sanitaire mondiale qui a conduit l'Etat Français, après la déclaration par l'OMS d'une situation de pandémie, à prendre des mesures exceptionnelles, nous a obligé rapidement à mettre en place une politique de gestion de crise, qui a consisté prioritairement, à prendre les mesures requises à l'effet de répondre aux impératifs de santé et de sécurité de nos salariés et de nos clients.

Pour répondre à cette situation, nous avons notamment pris les mesures suivantes :

- Campagnes d'information et de rappels sur les gestes barrières
- Echanges réguliers avec les représentants du personnel et le service de médecine du travail, les clients et les fournisseurs

Règles et Méthodes Comptables

- Report des échéances sociales et bancaires
- Activité partielle modulée
- Mise en oeuvre du télétravail quand cela est possible
- Réorganisation du siège pour poursuivre les activités indispensables
- Préparation du redémarrage progressif de l'ensemble des activités

Effectif moyen

	31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		
	Professions intermédiaires		
	Employés	541	
	Ouvriers		
	TOTAL	541	

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	457 580		550 804		3 764	1 004 620
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	457 580		550 804		3 764	1 004 620
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	22 921		22 160			45 081
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	3 457		4 800			8 257
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		26 378		26 960			53 338
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	232 983		593 784			826 767
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	111 226		40 401			151 627
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	344 209		634 185			978 394
TOTAL		828 167		1 211 949		3 764	2 036 352

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	85 505	53 722		139 228
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	85 505	53 722		139 228
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	4 631	3 877		8 508
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	2 665	1 494		4 158
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 296	5 371		12 667
TOTAL		92 801	59 093		151 894

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement n des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation	9 308						9 308
TOTAL	9 308						9 308
TOTAL GENERAL NON VENTILE			9 308				9 308

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires		9 308		9 308
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES		9 308		9 308
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	123 768	3 690	41 500	85 958
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	123 768	3 690	41 500	85 958
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	139 312	36 795	139 312	36 795
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	139 312	36 795	139 312	36 795
TOTAL GENERAL		263 080	49 793	180 812	132 061
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			40 485 9 308	180 812	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Fonds Commercial

	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	818 265	
TOTAL	818 265	

--

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	106 540		106 540
	Autres immobilisations financières	45 087		45 087
	Clients douteux ou litigieux	65 949	65 949	
	Autres créances clients	2 779 021	2 779 021	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	10 277	10 277	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	57 744	57 744	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	480 003	480 003	
	Débiteurs divers	87 458	87 458	
	Charges constatées d'avances	7 924	7 924	
	TOTAL DES CREANCES	3 640 003	3 488 376	151 627
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice	33 280		
	(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	8 725	8 725		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 561 450	1 561 450		
	Personnel et comptes rattachés	1 399 960	1 399 960		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	660 427	660 427		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	110 640	110 640		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	46 462	46 462		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 136	87 136		
	Groupe et associés (2)	3 264 108	3 264 108		
	Autres dettes	116 324	116 324		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	7 255 232	7 255 232		
	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		59 316
Autres créances clients		59 316
FACTURES A ETABLIR	59 316	

Charges à payer

		31/12/2019
Total des Charges à payer		1 195 276
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		31 485
FACT. NON PARVENUES	31 485	
Dettes fiscales et sociales		1 163 791
PROVISIONS POUR CONGES PAYES	834 701	
CH. SOC. S/ CP	91 818	
TAXE APPRENTISSAGE	78 244	
FORMATION PRO. CONTINUE	116 440	
ETAT CHARGES A PAYER	42 589	

Transferts de charges

31/12/2019	
Remboursement formation	16 397
Refacturation temps ce	17 850
Remboursement sinistre	440
Remboursement divers	49
TOTAL	34 736

Capital social

		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		500,00	100,0000	50 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	.
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		500,00	100,0000	50 000,00

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	50 000				50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves \					
Report à nouveau	(928 430)	(647 277)			(1 575 706)
Résultat de l'exercice	(647 277)	647 277		(182 113)	(182 113)
Subventions d'investissement	60 505			(32 233)	28 272
Provisions réglementées				9 308	9 308
TOTAL	(1 465 201)			(205 038)	(1 670 239)

Date de l'assemblée générale 28/06/2019

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1

(1 465 201)

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif

(1 465 201)

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure

(205 038)

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2019

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
VLC HOLDING 48 FAUBOURG DE SAVERNE - 67000 STRASBOURG	SAS	2 000	61,84

Filiales et participations

31/12/2019		Capital	Capitaux propres	Q uote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (Plus de 50 %)						
CAP SERVICES AUX PARTICULIERS		5 000	8 716	100,00	232 983	232 983
ADM 78		7 500	22 343	100,00	70 894	70 894
JMCAP		3 000	210	100,00	44 964	44 964
MELVEA		8 000	166 993	100,00	413 676	413 676
PROLIANE		5 000	25 950	100,00	64 250	64 250
2. Participations (10 à 50 %)						